

Histoire des sources de Fontbanne

parce que Bordeaux avait soif, Budos perdit ses eaux et ses moulins.

Jusque dans un passé très récent, la commune de Budos n'a pas su ou n'a pas pu préserver son patrimoine historique.

Pas su ou pas pu, car, au cours des deux derniers siècles qui viennent de s'écouler, les deux situations se sont successivement rencontrées.

Et pourtant, ce patrimoine était d'une richesse assez exceptionnelle et bien peu de communes du Sud Gironde pouvait prétendre offrir autant de richesses sur quelques dizaines d'hectares situées entre son château et le Ciron.

Que reste-il de tout cela ?

Les quelques ruines du Château que vous connaissez bien, une modeste fontaine et le corps de bâtiment du moulin du Batan qui a été heureusement rénové. Bien peu de choses en vérité au regard de ce que furent ces sites remarquables.

Tout le reste a disparu en des circonstances diverses.

DES BUDOSSAIS RESPONSABLES.

Car c'est bien aux Budossais qu'incombe la destruction du Château. Lorsqu'il fut vendu aux enchères comme bien national au district de Cadillac en 1793, il était en parfait état d'entretien, encore meublé et parfaitement habitable.

Il fut racheté par un Budossais qui n'en avait rien d'autre à faire que de le transformer en carrière et d'en vendre les matériaux au détail à qui se présenterait pour en prendre. Ce qu'il fit, en commençant, comme il se doit, par les tuiles, les diverses pièces de charpente, les cheminées, puis les murs eux-mêmes. De toute la région, on est venu se servir au Château de Budos, chacun assurant sa part de démolition et payant en partant le cubage de pierre prélevé.

Ce jeu de massacre a duré 50 ans jusqu'à ce que l'état finisse par s'en émouvoir et classe ce qui en restait comme monument historique et ceci au grand dam des clients potentiels qui ne s'étaient pas encore manifestés.

D'autres communes se sont montrées plus avisées en conservant leur château en l'état. Ne parlons pas de Roquetaillade qui a fait l'objet d'une véritable reconstruction sous le second empire, mais pensons plutôt à la Brède ou à Cazeneuve et au courant touristique qu'ils drainent de nos jours. Or, nous en savons assez sur ce qu'était le Château de Budos pour dire que son intérêt valait bien celui de la Brède.

De ce gâchis inconséquent, les Budossais portent incontestablement la responsabilité.

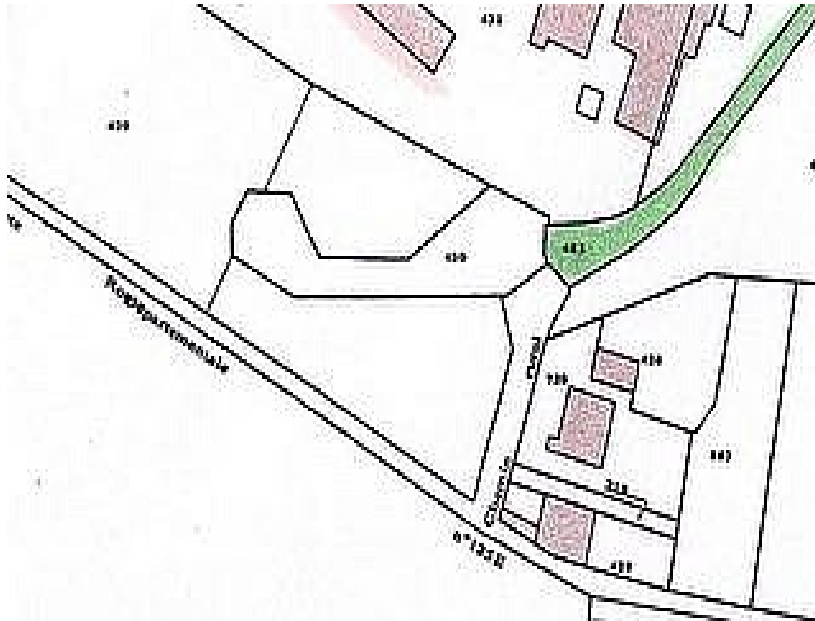
MAIS PAS LES SEULS RESPONSABLES.

Par contre, on ne saurait leur imputer la disparition du magnifique site des sources de Fontbanne et de leur moulin, pas plus que la destruction de l'ensemble des maisons médiévales du Batan dont le seul moulin a pu être sauvegardé grâce à une heureuse initiative privée. Ces destructions ont été imposées à la commune et à ses habitants par la ville de Bordeaux alors que certaines d'entre elles auraient bien pu être évitées.



LES SOURCES DE FONTBANNE.

Ces sources de Fontbanne se situaient à peu près au milieu de ce que nous appelons «la prairie des sources» en allant d'est en ouest et juste à quelques mètres du mur qui longe la route qui mène à la Madeleine. Plus précisément, à quelques mètres près, elles s'ouvraient à l'emplacement de l'habitable abritant actuellement les instruments de mesure de la météo.



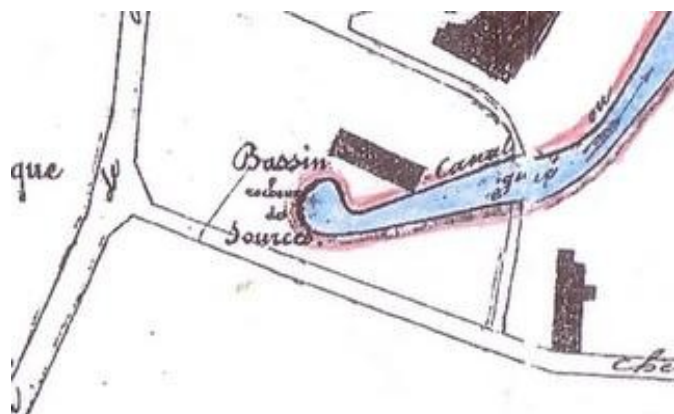
C'était une excavation profonde de plusieurs mètres, une sorte de vaste effondrement dans le niveau naturel du terrain, formant dans le rocher une vasque en forme de fer à cheval dont l'ouverture se situait face à l'est, en direction du Ciron.

Nous ne disposons d'aucune vue de ce site naturel. Inutile d'en chercher une carte postale, elle n'était pas encore inventée lorsque le site fut détruit en 1885. La première carte illustrée n'est apparue qu'en 1891 avec une vue de la ville de Marseille. Par contre nous aurions fort bien pu en voir une photographie car la photo était déjà connue et pratiquée depuis des dizaines d'années. En dépit de mes recherches je n'ai jamais pu en trouver la moindre trace, pas plus d'ailleurs que le moindre dessin.

Mais nous en avons plusieurs descriptions, toutes concordantes, pour présenter ce site comme très pittoresque et particulièrement agréable à la vue. Un site «unique en Gironde» nous dit un almanach de 1837. Monsieur Lucien Pradines, commissaire enquêteur sur le dossier d'expropriation et dont nous allons reprendre plusieurs fois ce soir les minutieuses descriptions, visite les lieux le 30 juin 1885 et nous dit :

«ces sources apparaissent par cinq ou six ouvertures du fond d'un bassin à peu près circulaire, taillé dans le rocher et par trois ou quatre autres bouches s'ouvrant dans les parois rocheuses de l'entaille»

Cela fait donc 8 à 10 sources, alors qu'un autre témoignage en dénombre 13. En fait, ces venues d'eau étaient très diverses dans leur débit ; il y en avait de fortes et puissantes et d'autres plus modestes. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que Monsieur Pradines ait négligé quelques modestes arrivées. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'au creux de cette dépression naturelle on trouvait à la fois des sources jaillissantes de la paroi rocheuse et retombant en cascade dans le bassin et d'autres bouillonnant du fond sableux de la vasque. Le tout agrémenté d'une abondante végétation très vive, décorant le pourtour du bassin et apportant une remarquable note de pittoresque et de fraîcheur.

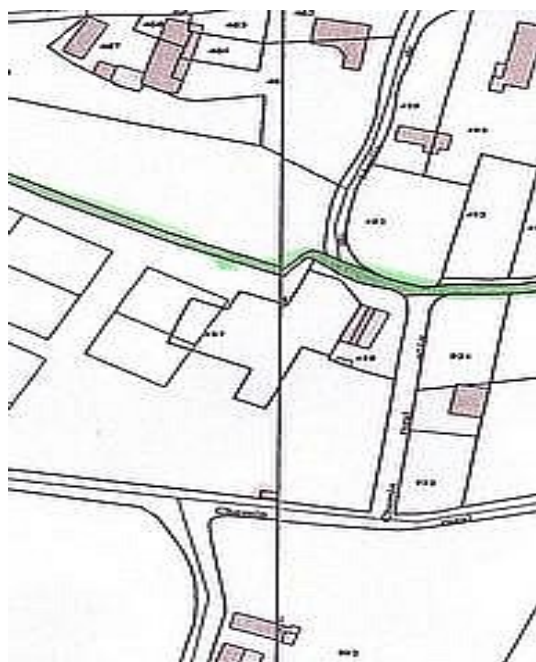


LE PESQUEY ET L'EAU BELLE.

Ces sources donnaient naissance au ruisseau du Pesquey et ici il me paraît absolument indispensable d'apporter un certain nombre de précisions car j'ai souvent relevé auprès de bien des Budossais quelques confusions dans la désignation des cours d'eau arrosant cette partie de la commune.

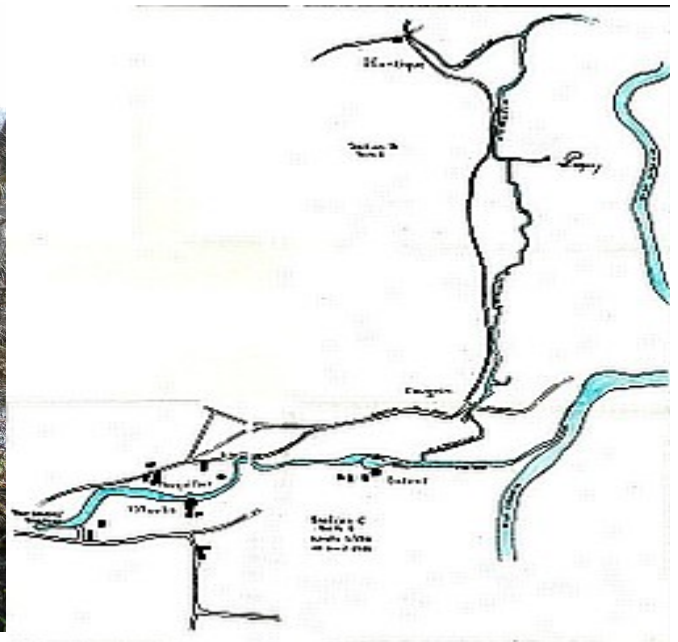


Jusqu'en 1886, la totalité des sources de Fontbanne alimentaient le Pesquey qui, de ce fait, constituait un cours d'eau très important débitant près de 300 litres à la seconde, soit donc plus de 1000m³ à l'heure. Après avoir fait tourner les 4 meules du moulin de Fontbanne, il poursuivait sa route à travers les prairies et actionnait le moulin du Batan, et là, à quelques mètres à peine après la sortie de ce second moulin, son tracé prenait un virage presque à angle droit et se dirigeait directement vers le Tursan dans lequel il se jetait, un peu en aval de la Hontique,



Cette particularité géographique, au fil des siècles, avait souvent provoqué d'importants inconvénients. En effet, lorsque le Ciron entrait en crue, l'écoulement du Tursan se trouvait bloqué à son embouchure, mais il n'en continuait pas moins à recevoir avec une régularité d'horloge, les 1000m³ par heure que lui apportait le Pesquey. Il en résultait une inondation systématique et durable de plusieurs centaines d'hectares dont une majeure partie, à l'époque, était constituée de prairies et de cultures. C'est au cours des années 1760 que le Baron de Laroque, seigneur de Budos décida sinon de mettre un terme, du moins d'atténuer ce phénomène en faisant creuser un canal entre la sortie du moulin du Batan et le Ciron, en ligne droite jusqu'à la rivière. Ce canal creusé par les Budossais, sur l'ordre de leur seigneur, reçut le nom de «l'Eau Belle». Cette entreprise exigea plusieurs années de travail. Désormais, au débouché du moulin du Batan, les eaux du Pesquey trouvaient un itinéraire privilégié par une pente plus rapide les emmenant tout droit au Ciron. Le lit naturel du ruisseau, entre le Batan et le Tursan s'en trouvait pratiquement asséché et ne se voyait réactivé qu'en cas de crue du Ciron, auquel cas son flux prenait bien le cours de l'Eau Belle, mais l'ancien lit du Pesquey se réactivant, le volume constant des eaux de Fontbanne se divisait par deux et les zones inondées s'en trouvaient bien réduites, et c'était le but recherché.

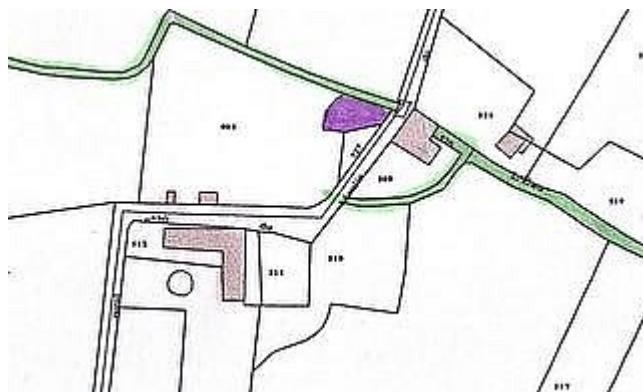
Cette situation perdura pendant un peu plus d'un siècle, des environs de 1765 à 1886, date à laquelle les eaux de Fontbanne furent captées par la ville de Bordeaux dès lors, le Pesquey, ruisseau abondant et rapide devint un modeste filet d'eau dans lequel les grenouilles ont du mal à s'humecter les pattes. De ce fait, le débouché de l'Eau Belle suffit, en tous temps à son écoulement et son lit naturel s'en est trouvé définitivement abandonné, même en cas de crue du Ciron. A la vérité, il n'a pas complètement disparu, mais il faut bien le chercher, le marais du Cougnon, par exemple, est un tronçon de cet ancien lit.. Cette appartenance était beaucoup plus évidente autrefois qu'elle ne l'est devenue. Dans l'immédiat avant guerre, j'y ai encore pêché du poisson de taille respectable. Cela ne pourrait plus s'envisager aujourd'hui.



Ainsi donc, et pour en revenir à la situation actuelle, il faut bien établir la différence (ce que l'on ne fait pas toujours) entre le Pesquey qui est un ruisseau entre Fontbanne et le Batan et l'Eau Belle qui est un canal, du Batan au Ciron. C'est bien de la même eau qu'il s'agit, mais ce sont deux cours d'eau différents.

ENTRE LES SOURCES ET LE MOULIN.

Après cette mise au point qui me paraissait nécessaire, il est grand temps de revenir aux sources, c'est bien le cas de le dire.



L'eau s'échappait de la vasque rocheuse pour former le lit du Pesquey qui, dans ses premières dizaines de mètres, s'écoulait librement. A 84 mètres en aval du bassin se trouvait un gué donnant passage à un chemin venant de Pasquillot pour rejoindre la route de la Madeleine. A très peu près, ce gué se situait à l'endroit où le filet d'eau du Pesquey sort du bâtiment des sources, là où se trouvait la pompe à bras. On nous dit que ce gué était d'accès facile et que la lame d'eau qui le recouvrait ne dépassait jamais 35 cm. Immédiatement après, en allant vers l'aval le Pesquey s'approfondissait et s'élargissait jusqu'à une trentaine de mètres pour former le petit étang de retenue alimentant le canal d'amenée de l'eau jusqu'aux roues du moulin.



Ce canal d'amenée, entièrement bâti, fera l'admiration de M. Pradines, le commissaire enquêteur, lors de l'inventaire d'expropriation diligenté par la ville de Bordeaux. Mieux vaut encore une fois lui laisser la parole:

«cette particularité, dit-il, qu'on ne rencontre pas généralement, ou plutôt, qu'on ne retrouve nulle part, démontre péremptoirement que l'aménagement du bassin, la construction des parois en maçonnerie du canal d'amenée, l'établissement du moulin de Fontbanne, dont la vue réjouit si bien l'œil du spectateur placé sur les hauteurs au devant du château, tout cela doit remonter à l'époque très reculée de l'édification de ce monument Historique»

Les parois de ce canal séculaire sont si bien maçonnées qu'elles offrent, en dépit de leur âge, une étanchéité presque parfaite. L'étude hydraulique montre que les pertes d'eau par infiltration ne dépassent pas 8 litres par seconde, soit environ 2,5% de la masse d'eau alors que des moulins beaucoup plus récents accusaient alors des pertes de 20 à 30% du flux disponible. C'est dire qu'au XIV^{ème} siècle, il y avait à Budos, des maçons qui connaissaient leur métier.

Cette eau ainsi canalisée en force, actionnait les quatre meules du moulin. Trois d'entre elles étaient montées sur des mécanismes très anciens. La quatrième travaillait sur un dispositif plus récent datant à peu près du début du siècle sous le Premier Empire. C'est le moment où elle avait été convertie dans la production d'huile de lin. Mais cette activité ayant été abandonnée, on en était revenu à sa fonction primitive de production de farine des diverses céréales récoltées dans le village ou alentour.

UN FLUX HYDRAULIQUE CONSTANT.

Le débit des sources était, comme il l'est toujours, d'ailleurs, remarquablement constant.

Jean Dessans, père du meunier pour lors en exercice vivait encore en ce moulin, auprès de son fils, au moment de l'enquête. Il avait pour lors 87 ans. Il était arrivé à Fontbanne, jeune homme au printemps de 1812, à quelques semaines près, il y a donc aujourd'hui 200 ans. Avec 73 ans de présence continue, il constituait donc un témoin qualifié et il attestait, nous dit le Commissaire:

«que pendant l'été, comme pendant l'hiver, le régime des eaux est d'une permanence admirable. Ce régime n'est troublé que deux ou trois fois par an, après des pluies d'orage mais il suffit de 30 à 90 minutes pour ramener la constance du débit hydraulique dans les biefs de Fontbanne et du Batan».

UN PRIVILEGE ENVIABLE DANS L'EXPLOITATION D'UN MOULIN.

La régularité de ce flux constituait un avantage très conséquent pour ces deux moulins. Un avantage rare qui en faisait des entreprises tout à fait privilégiées par rapport aux autres moulins du Ciron, ceux de l'amont, comme le Castaing ou la Trave, et encore plus pour ceux de l'aval comme Lassale ou Pernaud.

A quoi mesure-t-on, en effet, la productivité d'un moulin établi au fil de l'eau?

A la constance du flux hydraulique. Lorsqu'une crue s'amorce sur le cours d'eau, dans un premier temps, elle fait tourner plus vite la roue du moulin, mais si le niveau de l'eau atteint et dépasse la hauteur de l'axe, le mécanisme s'arrête car la roue ne tourne plus. On dit alors que le moulin est «engorgé», ce qui ouvre une période de chômage qui peut durer bien des jours et même des semaines. Et pourquoi les moulins qui sont situés en aval du Ciron sont-ils les plus exposés? Parce qu'ils sont en plus, exposés aux caprices de la Garonne. Le fleuve peut très bien entrer en crue par une fonte des neiges pyrénéennes trop rapide alors que le Ciron reste

parfaitement tranquille. Pour ces moulins, l'engorgement peut donc survenir des deux côtés. Mais si les crues sont redoutables, les basses eaux ne le sont pas moins. Il arrive que la force du courant ne soit plus suffisante pour actionner la roue, et là encore, le moulin se voit imposer le chômage.

A Fontbanne et au Batan, ces risques étaient nuls et rien ne venait jamais interrompre le travail de ces moulins. C'était donc un avantage considérable. Le Commissaire enquêteur de 1885 ne manque pas de faire état de cette situation privilégiée.:

« nous tenons à faire observer, écrit-il, qu'on ne peut créer aucun système de comparaison entre les deux usines de Monsieur Dessans celles dites de Pernaud et de Lassale établies sur le Ciron. Les usines du ruisseau du Pesquey ne sont jamais engorgées à cause de leur situation de beaucoup supérieure à l'atteinte des eaux de la vallée du Ciron. »

Mais en fait, cet avantage va encore plus loin car, sans aller jusqu'à l'engorgement du moulin, une simple arrivée d'eau soudaine et massive peut emballer la roue et devenir très dangereuse pour son mécanisme. Il peut très bien éclater un très gros orage engendrant de très fortes précipitations sur le bazadais alors qu'il n'est pas tombé une seule goutte de pluie à Pujols. A défaut de tout moyen de communication instantané, le meunier de La Salle n'en sera pas prévenu et risque de voir un flux soudain emballer son moulin. Il faut alors prendre un certain nombre de dispositions rapides pour éviter la casse. D'ailleurs cela, sans bien vous en rendre compte vous le savez déjà. N'avez-vous jamais chanté:

*« meunier, tu dors, ton moulin, ton moulin va trop vite,
meunier, tu dors, ton moulin, ton moulin va trop fort. »*

C'est exactement la situation décrite. Le métier de meunier exigeait une vigilance de tous les instants.

Et pourtant, à l'époque, le journal apportait des informations météo remarquablement précises, beaucoup plus en tous cas que celles qui nous sont diffusées aujourd'hui. Malheureusement elles ne pouvaient être très utiles car elles décrivaient minutieusement le temps qu'il avait fait la veille et ne se hasardaient pas dans le domaine de la prévision....

Quoiqu'il en soit, tant à Fontbanne qu'au Batan le risque météo de précipitations majeures inattendues n'existait pas. Souvenez-vous de ce que Jean Dessans, le patriarche des lieux avait dit au commissaire :

« le régime des eaux n'est troublé que deux ou trois fois par an, après les pluies d'orage.... »

Mais il s'agissait d'orages éclatant au-dessus de leur tête et non sur une région lointaine échappant à leur contrôle. Il n'était pas pensable que le meunier de Budos puissent se laisser surprendre.

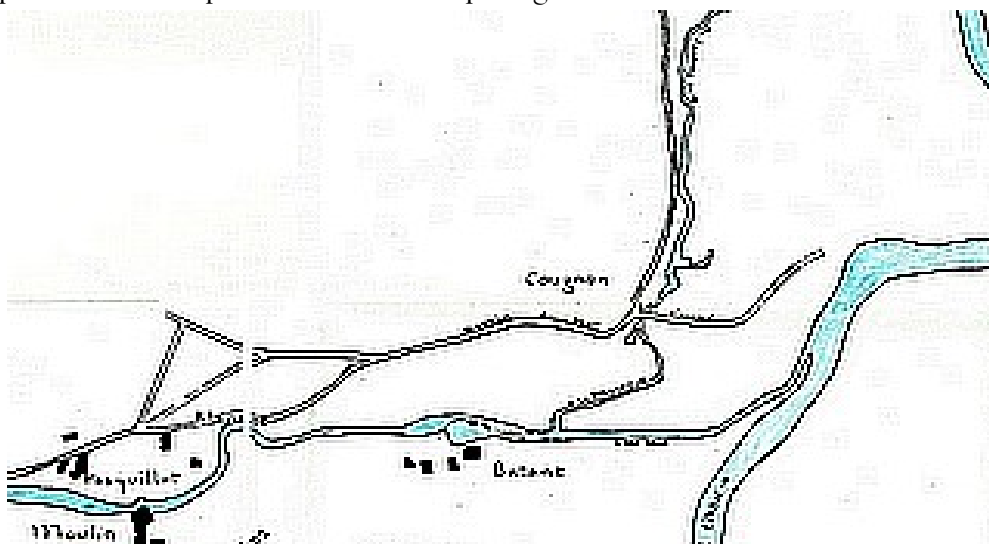
Le cumul de tous ces avantages est tel que le Commissaire enquêteur se laisse emporter dans une chaleureuse conclusion en écrivant:

« en un mot, les usines existant sur le Ciron sont mises dans un milieu subordonné à des causes perturbatrices, alors que celles du Pesquey jouissent d'un régime si constant, si certain, si absolu qu'il est permis d'en faire une estimation mathématique »

On ne saurait mieux dire....

La situation n'avait pourtant pas toujours été aussi idyllique.

Le dispositif imaginé par le seigneur de Budos en faisant creuser le canal de l'Eau Belle avait assez bien fonctionné pendant une cinquantaine d'année en protégeant de vastes surfaces des crues du Ciron.

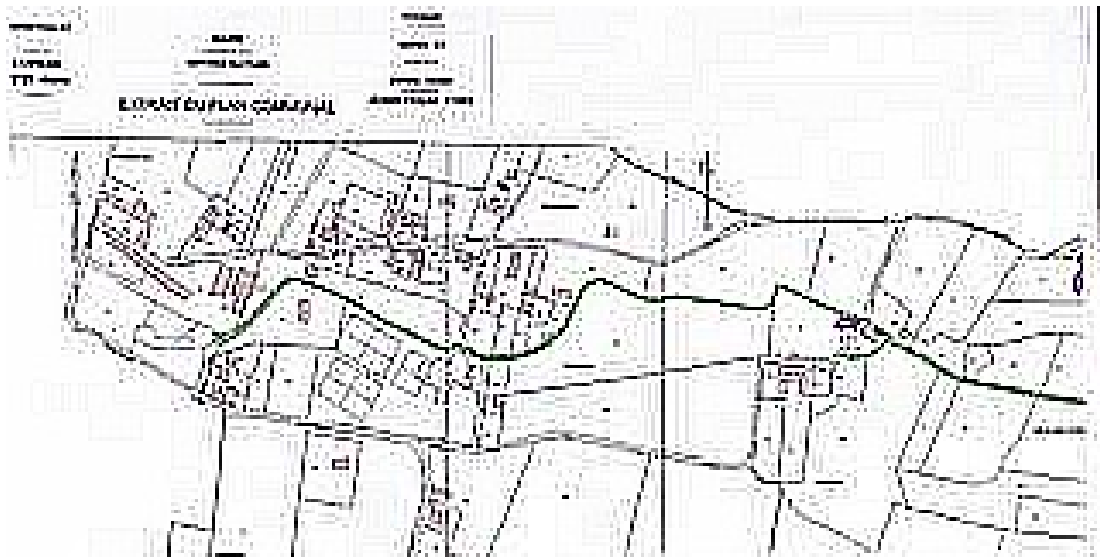


EN DEPIT DE QUELQUES TROUBLES.

Seulement, voilà qu'à partir de 1819, sans consulter personne ni demander la moindre autorisation, Monsieur Emerigon, propriétaire du moulin de Lassalle, avait fait surélever son barrage à plusieurs reprises. Si bien que le niveau de l'eau s'en était trouvé notablement relevé sur plusieurs kilomètres en amont. On en était arrivé au point qu'à la moindre crue, le Ciron ainsi surélevé de près de 2 mètres, refoulait d'autant le niveau de l'Eau Belle et de l'ancien lit du Pesquey réactivé pour l'occasion. Or 2 mètres d'eau en hauteur sur un terrain très plat provoquaient une inondation sur une centaine d'hectares supplémentaires en surface. La situation devenait bien pire que celle d'avant 1760. La solution était simple, il fallait ramener le barrage de Lassalle à sa hauteur primitive. Seulement, il y avait un problème, un très gros problème. Faute d'avoir pu se faire entendre à l'amiable, il ne restait aux propriétaires Budossais envahis par les eaux qu'un recours en justice devant le tribunal de Bordeaux. Or c'était bien là qu'était le problème, car Monsieur Emerigon était le Premier Président du tribunal civil de Bordeaux. Comment attaquer Monsieur Emerigon devant son propre tribunal?

Tout le monde marchait sur des œufs. On rechercha l'appui du Préfet, de l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, mais personne ne mit beaucoup d'ardeur à intervenir. Il en résulta un incroyable imbroglio juridique d'enquêtes, de contre enquêtes, d'expertises diverses sans obtenir de résultat. Nous nous garderons bien de mettre le nez dans ce procès fleuve. La situation finit par se rétablir vers 1840. En 1885 ce conflit était réglé de longue date et notre Commissaire enquêteur pouvait afficher une sérénité sans faille. Tout allait désormais pour le mieux..

Mais voilà qu'il est temps de parler des deux moulins eux-mêmes, de leur corps de bâtiment, de leurs nombreuses dépendances et de leur environnement.



LE MOULIN DE FONTBANNE, SES DEPENDANCES ET SES JARDINS.

Le moulin de Fontbanne constituait un édifice imposant d'une construction particulièrement soignée dans laquelle on n'avait pas lésiné quand au choix des matériaux. Le bâtiment principal s'ouvrait face à l'est, c'est à dire côté Ciron.. Il réunissait la partie industrielle et le logis du meunier, réunis sous le même toit. Cette partie industrielle, autrement dit la chambre des quatre meules se situait au dessus du cours d'eau et occupait une surface de 118m². Le logement, très vaste, offrait 392m² au sol, mais comportait un étage d'égale importance soit donc une surface habitable de 784m². Au Moyen Age, on savait voir grand. Ce logement comportait une cuisine s'ouvrant sur la façade complétée d'une souillarde s'ouvrant du côté opposé, vers le Château, plus un couloir et une salle à manger. A l'étage, on trouvait cinq chambres et un petit réduit, trois d'entre elles donnaient sur la façade, côté Ciron, et les deux autres et le petit réduit sur le côté opposé. Si l'on veut bien se souvenir que dans l'habitat rural du XIV^{ème} siècle les 2 ou 3 générations d'une même famille s'entassaient dans une seule et même pièce, même s'il s'agissait d'une grande pièce, on comprendra que ce logement était proprement somptueux pour l'époque.

Les bâtisseurs n'avaient donc pas lésiné sur l'espace, mais ils n'avaient pas davantage lésiné sur la qualité des matériaux. L'appareil de la construction était tout à fait comparable à celui que l'on trouve au Château. Les murs avaient une épaisseur de 70 cm et le rapport d'enquête précise:

«Tout ce grand corps d'immeubles est construit, savoir, les angles, les baies des portes et fenêtres en pierre de taille, tout le reste en moellons et mortier. La charpente est à quatre égouts recouverte de tuiles creuses»

Cette charpente avait été conçue à l'épreuve du temps; nous apprenons en effet un peu plus loin qu'elle est supportée par neuf poutres, chacune taillée dans un chêne sur huit mètres de long. Il a pu neiger à Budos, le toit de son moulin était prêt à résister à l'épreuve.

Les dépendances étaient nombreuses et, elles aussi, de dimensions largement calculées. Sans entrer dans le détail de leur description, disons qu'elles comportaient un cuvier, un chai, une écurie entièrement pavée de pierre, une vaste remise, un four à pain, une boulangerie, un parc à bœufs, un parc à porcs et des volières. Le tout surmonté de greniers, et ici, on avait fait des économies, car les murs ne faisaient «que» 60 cm d'épaisseur.

Mais ce n'est pas tout, car après avoir inventorié l'utile, il reste à découvrir l'agréable. Et nous reviendrons encore ici au rapport d'enquête:

«Devant la façade aval du moulin existent des arbres séculaires au nombre de douze d'essences diverses, acacias, mûriers, ormeaux, etc.... tous très élevés. Dix autres arbres, plus petits servent à fournir un cabinet de verdure. Les eaux d'une petite fontaine monumentale, captées puis recueillies dans un puisard de forme rectangulaire horizontale à ciel ouvert et auxquelles on accède du sol naturel au moyen de quatre marches ont un usage utile et agréable, soit pour le ménage, soit pour la santé, cet usage va jusqu'à permettre d'y faire rafraîchir sous le jet, dans le puisard, les bouteilles contenant les liquides destinés aux repas....son débit est de 1 l/litre/seconde.»

Cette eau était évacuée dans un canal de fuite encadré de murs de maçonnerie bordé, à droite et à gauche par un jardin d'agrément prolongé en direction du Pesquey, par un jardin potager et le rapport conclut:

«L'ensemble de cet ouvrage en maçonnerie qui recueille, conserve et renouvelle les eaux de la source ménagère de Fontbanne est riche et admirablement intact grâce à tout ce que tout, absolument, y est construit en pierre de taille très dure et parfaitement équarrie.»

Cette source est la seule chose qui subsiste de tout ce que je viens de vous décrire, et vous la connaissez bien. C'est celle qui alimente actuellement le lavoir municipal. Certes, sa décoration monumentale a disparu depuis longtemps, mais elle est encore là comme un dernier témoignage de ce patrimoine oublié. Le lavoir occupe en ce moment une partie des jardins.

LE MOULIN DU BATAN.



Quittons maintenant le moulin de Fontbanne pour nous acheminer vers celui du Batan. Entre les deux s'étendaient 7 hectares de prairies (17) soigneusement irriguées par un ingénieux système de petits canaux de drainage partant du Pesquey qui avaient été conçu vers 1830. Il partait du ruisseau un peu en amont du moulin et terminait sa course dans le jardin du Batan. Ces prairies faisaient partie du domaine.



Le moulin du Batan nous a été conservé grâce à une heureuse restauration effectuée il y a de cela quelques dizaines d'années. Il a même conservé sa petite retenue alimentée par ce qui reste du Pesquey. Lequel Pesquey, aussitôt passé sous le bâtiment, prend le nom de l'Eau Belle, ainsi que nous l'avons vu tout à l'heure.

Le chemin desservant ce moulin a longtemps connu une importance qu'il a désormais perdue. C'était en effet le chemin direct conduisant de Budos à Bommès et au delà en passant par le pont d'Aulan avant que ne soit construit le pont de la Madeleine.

Ce pont d'Aulan avait une importance stratégique. La preuve en est qu'en 1793, une crue du Ciron l'ayant emporté on voit le meunier de Fonbanne se plaindre amèrement d'avoir perdu la majeure partie de sa clientèle de la rive droite.

Cet itinéraire n'a plus que le caractère d'une desserte purement locale.

Sur le bord de ce chemin, et un peu avant le moulin s'élève ce que l'on a quelques fois improprement appelé la maison du meunier. Il n'y a jamais eu de meunier au Batan, au moins depuis le XVIIIème siècle, mais des artisans exerçant des métiers très divers en fonction des activités successives, d'ailleurs très diverses qu'a connu l'usine du Batan et que nous allons découvrir dans un instant.

Outre le logement proprement dit, cette maison qui, elle, tout à la différence du moulin, n'a jamais connu l'abandon et la ruine, hébergeait une épicerie, une remise, une écurie, une importante laiterie qui, à l'époque, était essentiellement orientée vers la fabrication du beurre, un parc à bœufs et un parc à porcs capable d'abriter, nous dit-on, 80 têtes de ces animaux, le tout surmonté de vastes greniers.

La présence de cette importante porcherie nous fait toucher du doigt l'étroite imbrication des activités des moulins de Fonbanne et du Batan. Les pensionnaires de cet élevage étaient nourris des petits laits résiduels de la fabrication du beurre et des repasses grossières non commercialisables que produisait la meunerie de Fonbanne.

L'activité laitière s'est maintenue en ce lieu jusqu'à la dernière guerre, les plus anciens d'entre nous l'ont encore connue.



L'environnement de cet ensemble était tout à fait agréable. Revenons une fois encore au rapport enquête qui nous en fournit la description:

«On trouve un très beau jardin potager et d'agrément tout à la fois, dans lequel croissent des arbres fruitiers, des arbustes odoriférants et de beaux pieds de chasselas disposés en espaliers, circonscrivant ce bel immeuble commercial.»

Vous avez bien noté «commercial», c'est de l'épicerie qu'il s'agit, car il y a en effet une épicerie au Batan. Il y en avait d'ailleurs bien d'autres à Budos à l'époque. Rien qu'au bourg on en trouvait deux. Il y en a beaucoup moins aujourd'hui, mais c'était un temps où pour acheter un morceau de morue ou une livre de café, on se déplaçait à pied, et le plus souvent en sabots, d'où l'intérêt qu'il y avait à disposer de commerces de grande proximité.

En complément de cet ensemble de bâtiments, et situés à quelques dizaines de mètres de là, on trouvait deux maisons fort anciennes et remarquablement bâties. Le rapport d'enquête nous les présente comme:

«deux maisons anciennes très bien conservées, comme tout ce qui fut bâti par les soins de l'autorité seigneuriale des XIIème et XIIIème siècles.. On lit, au-dessus de la porte d'entrée de l'une de ces maisons les chiffres 273 qui étaient autrefois 1273. Toutes ces constructions dont les murs ont 0m,67 d'épaisseur et dans lesquelles na pas été épargnée la pierre de taille dure, pourraient exister encore dans mille ans.»

Mille ans, je ne saurais le dire, mais elles auraient encore à coup sur défié quelques siècles. Car ces maisons, je les ai connues dans ma première jeunesse. Mon père m'avait amené les voir et avait attiré mon attention sur la date portée par le linteau de la porte de l'une d'elles. Et je me souviens effectivement très bien de l'absence du chiffre 1 car, en un temps indéterminé, la pierre qui le portait avait été remplacée. Lorsque je les ai connues, ces maisons n'étaient plus habitées. Celle portant la date était encore désignée comme «la maison de Mme Esterre» que je n'ai jamais connue mais qui avait été une figure notable de Budos pour avoir tenu l'harmonium de l'église pendant toute sa vie en assurant la maîtrise des chœurs et de la chorale paroissiale pendant au moins deux générations. Sa maison était bien connue de mon père pour être la plus ancienne de la commune, elle avait 35 ans de plus que le Château. Quant à durer mille ans, elle n'en a à peine encore duré 50 avant de connaître la pioche des démolisseurs. Si un tel événement survenait aujourd'hui, on peut espérer que quelques voix s'élèveraient pour y faire obstacle.

Quelles étaient les activités exercées dans ces moulins?

Chacun avait une vocation spécifique. Le moulin de Fontbanne écrasait des céréales. L'expérience de l'affectation de l'une de ses meules à la production d'huile de lin fut épisodique et abandonnée pour en revenir aux céréales.

Le moulin du Batan connut une carrière beaucoup plus diversifiée. Il connut au fil du temps plusieurs vocations successives.

LES DIVERSES VOCATIONS SUCCESSIVES DU MOULIN DU BATAN.

Au XVIIIème siècle, et depuis pas mal de temps, c'était un atelier de foulon qui fabriquait du droguet. Le foulon était un atelier de feutrage. On lui apportait de la laine de mouton brute, c'est à dire non désuintée. Cette laine était étalée et répartie en une couche homogène sur une surface plane, puis abondamment arrosée. Elle était ensuite longuement pilonnée par des maillets de bois actionnés par la force du moulin qui les faisait lever et retomber lourdement par le jeu d'un dispositif excentrique. L'opération se poursuivait jusqu'à ce que l'on obtienne un complet feutrage de la laine dont toute l'eau avait été expurgée par le pilonnage prolongé. Le tissu de feutre ainsi obtenu s'appelait le droguet. Un tissu particulièrement solide et remarquablement isotherme. On en faisait des couvertures et de grands manteaux protégeant les cavaliers par temps froid ou temps de pluie. Ce foulon du Batan était bien connu dans toute la région. Une preuve en est que le 25 Fructidor de l'An II de la République soit le 11 septembre 1794, le Commissaire de la marine de Bordeaux le réquisitionna afin, dit le texte:

«d'y fabriquer des couvertures pour le service des Ports de la République»

L'usinier fit aussitôt savoir que son installation était ancienne et aurait beaucoup de mal à produire les quantités de fournitures qui lui étaient demandées, à moins de procéder à des investissements, notamment en bois d'œuvre, qu'il n'avait pas les moyens de réaliser.

Qu'à cela ne tienne. Souvenez-vous l'An II, c'était le moment de la Patrie en danger. Le Commissaire de la marine n'allait pas se laisser arrêter par un tel argument. Dans la foulée, il procéda donc à une nouvelle réquisition adressée, cette fois-ci, à la municipalité la mettant en demeure de fournir sans tarder:

«soixante à quatre vingt pièces de bois de huit à dix pouces d'épaisseur nécessaires à la réparation qu'exige cet établissement précieux pour la marine»

Ainsi fut fait, et le foulon du Batan ainsi rénové poursuivit encore son activité bien des années après la fin des guerres de la République et de l'Empire. Mais vint un temps où les tissus des Flandres commencèrent à envahir les marchés locaux. Certes ils étaient déjà connus de longue date, mais leurs prix les rendaient inaccessibles à une bonne part de la population. Avec les progrès rapides de l'industrie flamande, ces prix baissèrent bientôt jusqu'à devenir plus avantageux que ceux des droguets locaux. Et comme ils étaient également moins rustiques, nos productions locales déclinèrent inexorablement jusqu'à disparaître.

Que faire, dès lors du moulin du Batan? C'est alors que l'on se lança dans la fabrication de papier, du solide papier de chiffon de fabrication artisanale. Ce n'était pas une mauvaise idée car, une fois les chiffons effilochés et mouillés, le papier s'obtenait lui aussi par foulage. On n'était pas très loin du procédé de fabrication du droguet.

Mais une fois encore, cette expérience n'eût qu'un temps. De grandes papeteries, de mieux en mieux équipées, notamment dans la région d'Angoulême, se mirent à produire industriellement des papiers d'excellente qualité à des prix inférieurs à ceux de la petite usine du Batan.

Il fallut donc procéder à une nouvelle reconversion et, cette fois-ci, dans un domaine radicalement nouveau, celui de la fabrication d'huile de colza.

En 1836, le moulin fut affermé à Monsieur Capdeville qui était pour lors Maire de Barsac, un homme particulièrement entreprenant et qui devait se distinguer dans tout le pays par quantités d'initiatives innovantes.

Tout de suite, Monsieur Capdeville allait voir grand, très grand, même. Il fit du Batan une véritable usine. Sur la grande roue du moulin, d'un diamètre de 3m25, il fit brancher 2 meules de pierre pesant 6 tonnes chacune et tournant verticalement autour d'un axe central sur une grande meule dormante horizontale. C'est mécanisme tout à fait classique d'un moulin à huile. Cette installation devait produire 240 tonnes d'huile par an.

Mais pour faire de l'huile de colza, il faut essentiellement deux choses, un moulin que l'on avait... mais aussi du colza....Or, pour produire 240 tonnes d'huile, il aurait fallu disposer de 12,000 hectolitres de graines, et le pays environnant était bien loin de pouvoir les fournir. Certes, la vallée de la Garonne en produisait bien un peu mais en quantité bien trop modeste pour une telle usine. Et les encouragements répétés de l'Académie de Bordeaux pour en développer la culture ne parvinrent jamais à lui donner l'essor qui eut été nécessaire à un bon approvisionnement de l'usine.

Dix ouvriers s'affairaient en permanence en ce moulin, et, c'est bien le cas de le dire, il fallait leur donner du grain à moudre.

Ce colza, il fallut bientôt le faire venir des plaines du Nord en un temps où le chemin de fer n'existait pas encore, puis d'Espagne, et même enfin de l'Inde lointaine par le port de Bordeaux.

En dépit de la qualité de son produit, consacrée par diverses médailles obtenues dans des concours et des expositions dont certaines, nationales, à Paris, cette usine ne parvint jamais à équilibrer ses comptes et son exploitation dut cesser lors de la disparition de Monsieur Capdeville.

Il fallut donc se remettre en quête d'une nouvelle activité, et c'est alors que le moulin du Batan se mit à fabriquer des manches à balais ou, plus exactement, à les tourner. Les scieurs de long de la région fournissaient des baguettes de bois de section carrée et, dans l'usine du moulin, on les faisait passer dans un système de toupies qui, les faisant tourner sur elles mêmes, les restituaient cylindriques. Ce système était actionné par la roue du moulin au prix de plusieurs engrenages assez complexes. Cette production perdura jusqu'à la fermeture définitive du Moulin.

Car l'exploitation des moulins de Fontbanne et du Batan, alors en pleine activité, fut brutalement interrompue par le captage des 13 sources du Pesquey au bénéfice de la ville de Bordeaux qui, le 3 décembre 1884, obtint une expropriation générale des sources, des moulins, des diverses maisons et de tous les terrains et prairies appartenant au meunier.

LE DERNIER MEUNIER.

Ce meunier était Pierre Dessans, l'un de mes Arrières grands pères, un homme à l'activité débordante, dur au travail, et qui avait passé toute sa vie, depuis sa naissance dans les grains et la farine. Un homme dur certes, mais aussi un grand cœur réglant sans sourciller et sans aucun espoir de retour, les nombreuses dettes de

son frère, veillant à la scolarisation d'enfants abandonnés, etc.... Âgé de 54 ans au moment de son expulsion, il acheta au bourg la maison où je vis encore et vint s'y installer avec sa famille dont son père Jean, l'ancêtre alors âgé de 87 ans. Ce fut pour tous les deux un coup terrible. Treize mois plus tard, Jean devait mourir, sans avoir été malade, mourir de déracinement et de chagrin disait ma Grand mère. Ce n'est pas impossible car Pierre, son fils, mon Arrière grand père donc, lui qui avait toujours été un homme d'action et d'entreprise particulièrement efficace fut comme assommé par ce coup là. Il termina ses jours dans une inaction qui ne lui ressemblait guère. Les siens ne le reconnaissaient plus. Sa nostalgie était telle, et j'ai maintes fois entendu conter cette anecdote, que tous les matins, quelque temps qu'il fasse, même au cœur du grand hiver, il descendait du Bourg jusqu'à son ancien moulin pour aller y boire un simple verre d'eau à la fontaine de son ancien jardin, celle-la même qui alimente le lavoir actuel. Ce fut un homme littéralement fauché, en pleine activité et dont tous les ressorts avaient soudain été brisés. Il devait mourir en 1902.

LE PROBLEME DE L'EAU A BORDEAUX, UNE TRES LONGUE HISTOIRE.

Tout ceci était l'aboutissement d'une longue, très longue histoire dont il nous faut aborder l'autre volet. Et pour cela, nous allons tourner la page et nous rendre à Bordeaux.

Ah! Qu'il était loin le temps de Burdigala, la ville gallo-romaine, lorsque l'eau de source arrivait dans les maisons et les bains publics et que les eaux usées étaient collectées et évacuées par un système d'égouts bien conçus. Tout cela, aqueducs, maisons, égouts, etc... fut rasé en l'an 273 par une invasion barbare.

Et depuis lors, la ville s'était enfermée entre de solides remparts dans un périmètre restreint, surpeuplé et sans plus se soucier de s'approvisionner en eaux vives et encore moins d'évacuer les eaux usées.

Et cela devait durer pendant 16 siècles. Pas Moins...

Comment a-t-on pu vivre pendant si longtemps? En creusant des puits, la nappe phréatique n'étant jamais très profonde. C'était un avantage mais aussi un gros inconvénient. Pensez à l'un des principaux puits publics de la ville creusé au centre de la place Saint Projet à environ 80 mètres de distance du cimetière voisin où l'on a enseveli des dizaines de générations de bordelais, directement dans la terre sans autre protection, et encore, à l'occasion, qu'un modeste linceul. Ne vous étonnez pas si l'histoire de la ville croule littéralement sous le poids d'épidémies en tous genres. Et ce cimetière n'a été fermé qu'à la Révolution.

Pendant cette longue suite de siècles la ville n'a cessé de croître, débordant bien au delà de ses remparts. Mais au XVIIIème siècle cette croissance devint une véritable explosion. De 40,000 habitants en 1715 Bordeaux est passé à 100,000 à la veille de 1789. L'approvisionnement en eau prend le caractère d'une urgence absolue. En 1840, la situation était devenue intenable, il fallait aller chercher l'eau quelque part, et de toute urgence.

Cette urgence se traduisit quand même en une quinzaine d'années de tergiversations administratives et politiques pour réaliser enfin le captage des sources du Haillan en 1857 et pour en amener les eaux dans la ville par un aqueduc.

LE PROBLEME S'AGGRAVE.

Mais Bordeaux ne cessait de croître. Certes les gros consommateurs industriels s'étaient affranchis des contraintes de cette pénurie en se constituant des réseaux d'approvisionnement privés. C'est ainsi, par exemple, que la Compagnie des Chemins de Fer du Midi, de plus en plus grosse consommatrice d'eau pour alimenter ses locomotives à vapeur, avait organisé un pompage direct dans la Garonne et en acheminait les eaux jusqu'à son dépôt des machines par un aqueduc qu'elle avait construit elle-même, mais cela ne suffisait pas à régler les problèmes d'approvisionnement de la ville, des problèmes soumis à deux phénomènes.

Le premier était évident, c'était l'accroissement incessant de la population, nous n'y reviendrons pas.

Le second l'était un peu moins, mais n'en était pas moins contraignant. Si vous habitez la banlieue de Tamanrasset et que depuis votre enfance vous vous accommodez d'une seule cruche d'eau par jour parce que le puits le plus proche est à 3 km, lorsque l'on vient vous installer une pompe à votre porte, vous allez inmanquablement augmenter votre consommation quotidienne. C'est exactement ce qui se produisit à Bordeaux dans les années 1860.

L'arrivée des eaux du Haillan n'avait offert qu'une détente temporaire, la pénurie chronique reparut presque aussitôt.

Et elle reparut d'une façon dramatique au cours de l'été 1870. Un été qui fut exceptionnellement chaud et sec. Et là, on connut non seulement une pénurie quantitative mais également qualitative. En effet, les eaux du Haillan aboutissaient à un vaste réservoir situé à Bacalan. Il constituait une réserve dans laquelle on puisait selon les besoins. Mais personne n'avait prévu de nettoyer régulièrement le fond de ces citernes. Au bout de 13 ans

d'exploitation, il s'y était accumulé une très importante couche de boue. Lorsque, au cours de l'été 1870, on approcha du fond de cette réserve, on se mit à fournir de l'eau boueuse impropre à la consommation.

Que fait-on quand on rencontre un problème insoluble?

On crée une commission. C'est exactement ce que fit la municipalité.

Malheureusement pour cette commission, l'automne de cette même année s'avéra très pluvieux, tout comme le printemps suivant. L'urgence s'estompa et la commission s'endormit.

La commission, oui, mais pas le problème qui lui, restait posé. Et c'est ainsi que l'on perdit deux ans.

QUELQUES SOLUTIONS APPARAISSENT MAIS N'ABOUTISSENT PAS.

Néanmoins, Monsieur Wolff, Ingénieur de la ville, avait eu le temps de recenser quelques solutions possibles:

- forer des puits artésiens, mais sans assurance qu'ils fonctionnent.
- dévier la Jalle de Blanquefort.
- conserver le réseau existant en le réservant à la consommation humaine et en créer un second distributeur des eaux non filtrées directement pompées dans la Garonne. Mais à quel prix!

Mais on ne fait rien, on attend....

C'est encore M. Wolff qui va relancer l'affaire en déposant un rapport d'ensemble le 1er janvier 1873. Sa conclusion est qu'il faut trouver d'urgence un apport supplémentaire de 200 litres d'eau/seconde. Et pour cela, il renouvelle ses propositions.

On lit poliment son rapport et on attend.

Mais l'urgence se fait de plus en plus pressante. Le quartier de la gare Saint Jean sort de terre au milieu des vignes, la ville, partout atteint la limite des boulevards extérieurs.

Personne ne bouge.

Monsieur Wolff dépose un nouveau rapport le 15 septembre 1878. Il y dit tout net que ses premières évaluations des besoins sont déjà dépassées. Et c'est là que, pour la première fois il signale l'existence des sources de Fontbanne et présente le projet de leur captage et de leur amenée jusqu'à Bordeaux en chiffrant l'ensemble de l'opération à 5 millions 100,000 Francs.

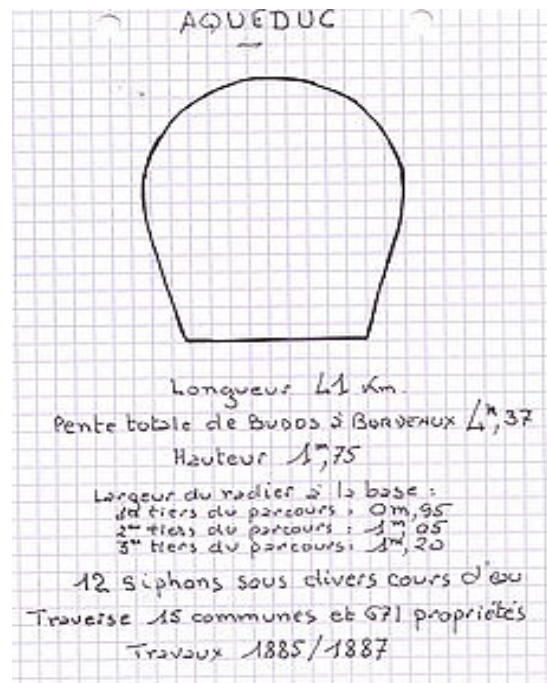
Pas de réaction, on attend encore deux ans.

LE PROJET DE CAPTAGE DES SOURCES DE BUDOS EST LANCE.

Le 10 juin 1880, on décide enfin de procéder à une étude de nivellement entre Budos et Bordeaux et, dès le 10 août suivant, on décide de procéder à l'expropriation du meunier. Celle-ci se passe mal. La ville de Bordeaux propose un prix d'achat tout à fait dérisoire et s'y tient fermement. Le meunier résiste et il faut aller en justice. Entre temps, les études relatives au captage des sources et au tracé de l'aqueduc se poursuivent. Le résultat en est présenté le 31 juillet 1882. Elles ont donc duré deux ans. De son côté, le procès suit son cours avec son cortège d'enquêtes et d'expertises diverses. Il aboutit à un jugement d'expropriation le 3 décembre 1884. Les juges ont décidé d'une valeur beaucoup plus conforme à la réalité.

Le 28 juin 1885, dans un grand déploiement de voitures et de calèches, Monsieur SCHNERD, Préfet de la Gironde, le Maire de Bordeaux et de hautes personnalités bordelaises débarquent à Budos pour prendre connaissance des lieux. Il ne semble pas que la Municipalité de Budos ait été étroitement mêlée à cette manifestation. En tous cas, il n'en est resté aucune trace locale.

Les travaux commencèrent tout aussitôt. Ils avaient pour objet, dans un premier temps, de détruire le site naturel des sources et dans un second temps, de réaliser un vaste bassin de captage désormais souterrain puisque recouvert d'un imposant ouvrage assurant la protection des eaux. Le tout reçut à son tour la couverture d'une prairie artificielle dont l'aspect extérieur n'a pas beaucoup changé depuis lors.



Dans le même temps, de 1885 à 1887 on construisit l'aqueduc reliant Fontbanne à Bordeaux.

Il s'établit sur une longueur de 41 kilomètres avec une pente moyenne qui, sur cette distance, ne dépasse pas 4m37, de l'ordre de 1/10^{ème} de millimètre par mètre courant. Ce canal n'a donc rien d'un torrent furieux, mais l'expérience vous a certainement montré que l'eau sait mettre la moindre déclivité à son profit, et c'est bien ici le cas. Ce canal, entièrement maçonné a, de bout en bout, une hauteur constante de 1m75(21). IL a une forme ovoïde tronquée par le bas. Sa largeur à la base n'est pas constante. Au départ de Budos et, approximativement sur le premier tiers de son parcours, elle est de 0m95, puis sur le second tiers de 1m05, et enfin sur le dernier tiers, jusqu'à Bordeaux, de 1m20. Cette progression de capacité s'explique par le fait que l'on avait, à l'origine, envisagé de capter d'autres sources au passage en certains points de son parcours, à Martignas par exemple. Aucune suite n'a été donnée à ce projet.

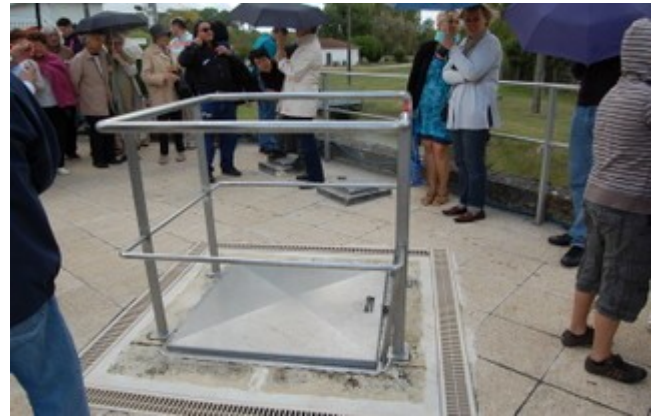
Sur ses 41 kilomètres, ce canal doit franchir douze cours d'eau affluents du Ciron ou de la Garonne. Le premier est le Tursan, à la hauteur de Cosson et le plus important le Gatmort qui rejoint la Garonne à Beautiran. Ces franchissements s'effectuent par des siphons en profondeur. De loin en loin l'intérieur de l'aqueduc est accessible parce ce que l'on appelle des «regards», petites maisonnettes blanches dont vous connaissez la forme caractéristique.



Après avoir traversé 15 communes et 671 propriétés privées, ce canal finit par atteindre l'usine du Becquet dans la banlieue bordelaise.

L'adjudication de l'ouvrage fut emportée en septembre et octobre 1884 par une entreprise de Montauban qui eut recours, pour le réaliser, à des maçons portugais qui formèrent une véritable colonie itinérante tout au long du parcours au fur et à mesure que le chantier avançait.

UNE BRILLANTE INAUGURATION.



L'inauguration de l'ensemble du projet se déroula le lundi 4 juillet 1887 à l'usine du Becquet en présence du préfet, Monsieur de Selves et des autorités de la ville. L'Inspecteur général des Ponts et Chaussées Wolff prononça quelques mots de présentation puis, sur le coup de 11 heures, le Maire de Bordeaux mit les pompes en marche . Suivirent les discours et congratulations d'usage puis, à l'heure de midi, un déjeuner fut servi sous une tente dressée sous les arbres du champ de manœuvres voisin. Un déjeuner dont un journal du lendemain nous précise qu'il fut « sérieux et bien servi ». Après une nouvelle vague de discours presque aussi abondante que les eaux venues de Budos et qui déferla au moment du dessert, on replia les serviettes vers 15 heures. Parmi ces épanchements oratoires, et pour vous mettre un peu dans l'ambiance du moment, je retiendrai seulement ce bref extrait lyrique que vous ne manquerez pas d'apprécier :

*« Salut, source bénie,
Qui porte dans nos murs
La fraîcheur et la vie
Avec tes flots si purs... »*

Le journal le Nouvelliste rendit compte de l'événement en écrivant :

« les invités se retirèrent.. satisfaits de ce régal à la fois substantiel et littéraire... »

Ce ne fut pourtant pas le point de vue du journal d'opposition Le Réveil de Bordeaux qui, rendant compte du même événement, dénonça « le gaspillage des deniers publics » et le commenta en écrivant :

« On avait invité une armée d'oisifs à s'empiffrer de victuailles et de bons vins.. »

Ce n'était pas tout à fait la même chose.

Une médaille commémorative fut frappée à cette occasion et distribuée à chacun des participants.

J'ignore si Budos fut prévu dans cette distribution, mais je n'en ai jamais trouvé trace.

MAIS LA COMMUNE DE BUDOS EST LESEE ET SE MANIFESTE .

On aurait pu croire qu'après l'expropriation du meunier, la conduite à terme du chantier et une aussi brillante inauguration , cette affaire aurait été terminée. Et bien pas du tout, car, pour notre Municipalité, elle allait tout juste commencer.

De tous temps, le meunier, propriétaire incontestable des sources et de leur retenue, avait accepté sans réticence que tous les Budossais viennent puiser là toute l'eau dont ils avaient besoin. C'était un usage bien établi et qui n'avait jamais posé de problème. Or, il se trouve qu'en ces années-là, les Budossais en avaient de plus en plus besoin. C'était peu après que l'on ait découvert la nécessité de traiter la vigne à la bouillie bordelaise, et pour remplir une tonne, il fallait beaucoup d'eau.

La Ville de Bordeaux captant la totalité des sources fit alors valoir que cette eau, désormais lui appartenait dans son entier et qu'il n'était plus question d'en distraire une goutte. Le fait que le meunier avait toujours toléré tous les prélèvements qu'on voulait la laissait de marbre. C'était son eau, un point c'est tout.

La Municipalité de Budos tenta de négocier un maintien de cette tolérance; en pure perte. La Ville se montra intraitable.

Il ne restait plus d'autre solution que d'aller en justice, mais pour cela, à l'époque, il fallait que la Commune en obtienne l'autorisation de ce que l'on appelait le Conseil de Préfecture, et celui-ci la lui refusa tout net le 8 octobre 1886.

Que faire?

La Municipalité voyait bien qu'elle engageait là une lutte du pot de terre contre le pot de fer. Néanmoins, elle tint tête et attaqua la décision du refus opposé par la Préfecture en Conseil d'Etat. Cela ne manquait pas d'audace et prit pas mal de temps. Contre toute attente, le Conseil d'Etat cassa l'interdiction préfectorale et autorisa la commune à plaider son affaire.

C'était, certes, une bonne nouvelle mais en fait, tout restait à faire puisqu'il fallait désormais assigner la Ville de Bordeaux devant le tribunal civil. Au cours de la séance du Conseil Municipal d'août 1888, monsieur Despagne, le Maire, résume fort bien la situation.

« Quel cas, dit-il, a été fait de nos protestations ? Les événements l'indiquent, le canal a été construit, les eaux détournées, la ville de Bordeaux satisfaite et la commune privée d'eau. »

C'était fort bien dit, mais encore fallait-il en convaincre les juges, d'autant que, poussant le bouchon un peu loin, la Municipalité demandait une indemnité de 500,000Francs, ce qui en monnaie de l'époque, représentait une somme proprement exorbitante.

Mais voilà que les choses allaient prendre une autre tournure. Lors des élections municipales de 1888, la composition du conseil avait connu quelques modifications. Alexandre Dartigolles, mon Grand-père, y était entré. C'était un homme calme, réfléchi et d'une grande sagesse. Un bon profil de négociateur. Le maire Despagne lui confia cette affaire en vue d'obtenir le maintien du droit de puisage en abandonnant la demande d'indemnité. Usant de quelques relations qu'il avait pu nouer au cours de ses études universitaires, mon Grand père obtint une audience du Maire de la ville. Il n'eut aucune peine à lui démontrer que tout le problème portait sur environ 800m³ d'eau par an soit l'équivalent de la production des sources pendant moins de ¾ d'heure par an. Allait-on s'engager dans un procès pour si peu ? Le Maire voulut bien convenir que ce n'était pas raisonnable et mon Grand-père regagna Budos heureux du succès de sa démarche. Il avait tort.

Certes, la ville de Bordeaux donna la suite utile à l'accord de son Maire et, le 26 juillet 1888 adressa à la Commune une lettre lui demandant de lui faire des propositions de transactions concrètes.

Mais c'est à Budos, désormais que les choses allaient se gâter. On n'en était plus au simple droit de puisage qu'avait négocié mon Grand père. Dans l'intervalle, son Maire, Monsieur Despagne avait été mis sous forte pression. Des pressions fondées sur d'autres revendications.

Où les habitants de Moulliet, Fontbanne et Pasquillot iraient-ils faire abreuver leurs bestiaux? Le Pesquey, désormais, n'offrait plus assez d'eau.

Et les femmes de tout le bas Budos, depuis Pingoy et autres lieux, devraient-elles aller jusqu'au Ciron ou pousser leur brouette jusqu'au Bourg pour laver leur linge? Le meunier les avait toujours acceptées dans ses eaux.

Sous ces contraintes, dans ses propositions de transaction, le Maire se vit obligé de faire état de ces nouvelles demandes. Mais là, le problème prenait des dimensions excédant les limites de la mission dont mon Grand père avait été chargé. Pour y répondre, il aurait en effet, fallu remettre partiellement en eau le lit du Pesquey et la perte aurait été considérable.

La Ville, évidemment, refusa et il fallut aller au procès. Un procès qui allait s'étirer sur deux longues années, avec un grand concours d'enquêtes, d'expertises, d'avocats, d'huissiers, bref de tout l'appareil de justice.

Finalement, par un jugement en date du 24 juin 1890, la commune de Budos finit par avoir gain de cause. La Ville de Bordeaux fut condamnée à autoriser le pompage des eaux qui seraient nécessaires à ses habitants ainsi qu'à construire à ses frais un abreuvoir à bestiaux et un lavoir alimentés par la fontaine de l'ancien jardin du moulin. Elle devait en outre creuser un puits dans le quartier de Pasquillot sur un terrain que devrait fournir la commune.

LE PUIITS DE PASQUILLOT.

La ville de Bordeaux exécuta les travaux demandés pour l'abreuvoir et le lavoir, mais pour le puits, ce fut une tout autre affaire? C'est la Commune de Budos qui en retarda le creusement faute d'avoir pu définir l'emplacement où on le creuserait.

Ce n'est qu'au cours de la séance du conseil municipal du 15 août 1895 que l'on finit par décider qu'il

serait creusé:

«à l'entrée ouest du village de Pasquillot, attendant aux maisons et longeant le chemin qui traverse ce quartier.»



Et pour cela, Monsieur Bernard Estenave habitant du lieu, avait fait don de la mini parcelle de 30m² nécessaire à la Commune. On avait donc mis 6 ans pour prendre cette décision, 6 ans de tergiversations diverses, les uns voulant creuser ce puits ici, les autres là et d'autres encore ailleurs.... Et encore, 3 semaines après cette décision, une pétition tenta de la remettre en cause. Mais le 12 septembre le Conseil la rejeta sans appel et confirma définitivement son choix.

LE DESASTRE FINAL.

Et le temps passa. Jusqu'au jour où, pour réaliser de nouveaux aménagements, le Service des Eaux décida de détruire le moulin et les autres bâtiments qu'il jugeait inutiles. Ce ne fut pas sans mal. Les maçons du XIII^{ème} siècle n'avaient pas lésiné sur la qualité de leur travail. Les moyens classiques de démolition s'avérèrent insuffisants pour détruire ces bâtiments, il fallut avoir recours à la mine.

La dynamite parla, elle dut même beaucoup parler pour en venir à bout. C'est ainsi que disparut le moulin de Fontbanne, un monument si chargé d'histoire, ainsi que la maison de Mme Esterre, celle-là même qui devait durer 1000 ans... Seul, le gros œuvre du moulin du Batan fut maintenu, sans toiture et laissé à la disposition de la laiterie voisine qui, l'été, y tenait son lait au frais au cours des années 30. Repris en main et heureusement transformé depuis lors, ce moulin reste avec la fontaine du lavoir, le seul vestige de cet ensemble immobilier. Et encore la fontaine a-t-elle perdu sa décoration ornementale.

J'ai un souvenir très présent du chagrin de ma Grand mère, la fille du meunier, d'avoir connu ces destructions. Elle avait vécu là son enfance et toute sa jeunesse jusqu'à l'âge de 22 ans. Elle n'a cessé d'en parler jusqu'à ses derniers jours en 1957, mais elle ne voulut jamais revenir voir l'état des lieux quelque proposition que l'on ait pu lui en faire.

Je me suis souvent demandé si les aménagements techniques qui s'avéraient utiles n'auraient pas pu être réalisés dans d'autres conditions. Etait-il vraiment indispensable de détruire le moulin de Fontbanne alors que tant d'espace était encore disponible tout autour ?

Je ne pense pas que de telles décisions pourraient être prises aujourd'hui dans une indifférence aussi générale, tout au moins je l'espère et le souhaite de tout mon cœur.

Jean Dartigolles